

21 novembre : lancement des États Généraux des Migrations

Publié le 21 novembre 2017 par Jean Matringe

Les États Généraux des Migrations ne sont pas un événement, mais un processus de mobilisation de la part de la société française qui veut et pratique l'hospitalité, d'émergence et de convergence des propositions pour une autre politique migratoire. Le lancement officiel aura lieu le 21 novembre à Paris.

Au départ, proposition avait été faite au gouvernement par pas moins de quatre cent soixante-dix associations et collectifs d'un dialogue entre l'État et la société civile pour poser les bases d'une autre politique migratoire. Le gouvernement a opposé une fin de non-recevoir. Pire, il continue la même politique de manière sensiblement aggravée. Tant il est vrai qu'une politique d'insécurité sociale a besoin pour divertir de désigner un ennemi à la fois intérieur et extérieur.

Alors les associations et collectifs ont décidé d'organiser ces États Généraux sans l'État. Parce que nous existons, pour construire et faire entendre une parole commune, pour rappeler que la seule parole à être considérée comme le légitime reflet de la population française n'a pas à être la parole xénophobe. Pour peser sur les choix et poser les jalons d'une autre politique.

La conférence de presse de lancement aura lieu mardi 21 novembre à Paris.

En voici le texte :

» En juin dernier, **470 associations et collectifs citoyens** appelaient le nouveau chef de l'État et son gouvernement à organiser une Conférence nationale sur la politique migratoire de la France.

Pour seule réponse, les pouvoirs publics ont développé un discours alliant « humanité et fermeté » et, sur le terrain, des politiques qui ne répondent pas, voire aggravent, la situation des étranger-e-s. La chasse aux migrants continue dans les Alpes, près de Calais et partout en France, tandis que les procès de citoyens solidaires se succèdent. Quant à la concertation réclamée, elle s'est limitée jusqu'à présent à des rencontres ponctuelles bilatérales avec quelques acteurs de la société civile...

Début septembre, le Président Macron a annoncé la préparation et le débat prochain d'un projet de loi « sur l'immigration », dont les maîtres-mots devraient être la sélection accrue entre « bons » et « mauvais » migrants, l'accélération des reconduites aux frontières, et l'externalisation renforcée de la politique de contrôle migratoire, en Libye, au Tchad ou au Niger.

Associations et collectifs citoyens ont décidé de s'organiser pour que leurs constats, leurs demandes et leurs propositions soient entendus.

Lors de cette conférence de presse, elles dresseront un premier bilan des 6 mois passés, en rendant compte des expériences et des situations constatées dans plusieurs régions de France.

Elles annonceront le lancement des États généraux des migrations, qui se traduiront par :

Des concertations décentralisées partout en France ;

Des actions d'interpellation et de mobilisation citoyenne en réaction au projet de loi ;

Un événement national au printemps 2018.

Cette dynamique et ses objectifs seront présentés avec et par :

Cédric Herrou, de *La Roya citoyenne*, et **Pierre-Alain Mannoni**, de *Solidarité migrants 06*, tous deux condamnés pour « Délit de solidarité »

Nan Suel, co-présidente de *Terre d'Errance*, à Norrent-Fontes, dans le Pas-de-Calais

Bénédicte Chauvet, militante du collectif parisien *Les P'tits déj à Flandre*

Michel Rousseau, pour *Mouvement citoyen Tous migrants !* à Briançon

Patricia Gonzalez, représentant l'*Intercollectif Hérault-Cévennes*

Thomas Dessalles, inspecteur du travail, CGT-SNTEFP représentant la *Campagne « Contre le travail dissimulé, pour la régularisation des sans-papiers »*

Jean-Claude Mas, secrétaire général de *La Cimade*

Nathalie Péré-Marzano, déléguée générale d'*Emmaüs International*

Seront également présents des membres d'associations nationales (*Amnesty International*, *CCFD-Terre solidaire*, *CRID*, *Emmaüs France*, *Gisti*, *Fasti*, *Ligue des droits de l'Homme*, *Médecins du Monde*, *le Secours catholique*, notamment) et de collectifs locaux impliqués dans le processus des États Généraux des Migrations. »

Philippe Wannesson, **le 19 novembre 2017**